



**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 016.../OLUCOME/06/2017 PORTANT SUR LES
DOLEANCES DE L'OLUCOME FACE A LA DEGRADATION CONTINUELLE DE LA
SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE AU BURUNDI LORS DE LA SESSION DES NATIONS
UNIES A GENEVE**

1. En marge de la session des Nations Unies sur les droits de l'homme qui se déroule à Genève du 6 au 23 juin 2017, la question des droits de l'homme sur le Burundi a été examinée et à cette occasion l'OLUCOME ayant été invité a présenté succinctement comment est actuellement la situation socio-économique au pays.
2. Les causes de la crise actuelle au Burundi sont essentiellement politiques. A cet effet, la politique étant affectée, elle a occasionné des conséquences néfastes sur la vie socio-économique des citoyens. Aujourd'hui, le pouvoir d'achat de la population, le Produit intérieur Brut, le revenu par habitant, le taux d'inflation, le taux de change et d'autres indicateurs macro-économiques se détériorent du jour au jour à tel enseigne que certains citoyens mangent une fois par jour voire une fois les deux jours. Le problème de carburant et de délestage de l'électricité perdure sans aucune solution durable handicapant davantage l'économie burundaise déjà moribonde.
3. Cette situation économique alarmante du Burundi a conduit l'OLUCOME a plaidé en faveur des pauvres citoyens qui croupissent dans une misère sans précédent par le biais des recommandations émises à cette fin. Ainsi, il a recommandé aux politiciens plus particulièrement au Gouvernement du Burundi d'accepter de mener un dialogue inter burundais, sincère, inclusif et externe avec tous ses protagonistes, lequel dialogue durera peu de temps afin qu'il se clôture en fin juin 2017 avec des solutions réelles et durables aux cycles de violences au Burundi et au cas contraire, la communauté internationale et la Facilitation devraient prendre des mesures qui s'imposent à tout contrevenant au dit dialogue .
4. L'Observatoire a enfin recommandé au Gouvernement burundais et à la communauté internationale de prendre conscience de la gravité de la pauvreté croissante des citoyens burundais en vue de prendre des mesures chacun en ce qui le concerne dans l'objectif de faire accéder les aides à cette population privée de la capacité de satisfaction de ses besoins fondamentaux.
5. L'OLUCOME a été satisfait par des promesses faites car certains partenaires du Burundi ont même informé les participants qu'ils vont augmenter les fonds directs destinés à la population burundaise.

Fait à Bujumbura, le 20/06/2017

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

